

PROCÈS KHALIFA

Les trois gestionnaires
et la «Thalasso»

Au 11^e jour du procès Khalifa, le juge Antar Menouar s'est particulièrement intéressé à qui ont profité des bains offerts par Moumène Khalifa, au Centre de thalassothérapie de Sidi-Fredj.

Les accusés qui défilaient à la barre avaient pourtant engagé ou encore reçu l'ordre de procéder à des dépôts en centaines de milliards chez Khalifa Bank.

De notre envoyé spécial à Blida, Mehdi Mehenni

A l'ouverture de la onzième journée du procès Khalifa, l'ex-DG de l'Enaoc, Bahidj Farid Smati, était le premier à passer à la barre, hier, au tribunal criminel près la cour de Blida. Ce dernier, qui a procédé à partir de janvier 2002 à plusieurs dépôts de plus de 10 milliards de centimes, au niveau de Khalifa Bank, dit l'avoir effectué après réunion du conseil d'administration. Son seul souci, ajoute-t-il, était de rendre fructueux l'argent de l'entreprise en bénéficiant des taux d'intérêts particulièrement intéressants qu'offrait Khalifa Bank. Bahidj Farid Smati explique, également, que c'était pour faciliter les opérations commerciales avec les clients de l'Enaoc, lesquels étaient hébergés chez Khalifa Bank. Le juge veut savoir s'il a bénéficié de privilèges en contre-partie des placements d'argent en question. Il se montre particulièrement insistant sur une carte de gratuité offrant accès libre au Centre de thalassothérapie de Sidi-Fredj, dont l'accusé a bénéficié.

Antar Menouar veut savoir combien de fois il en a bénéficié, si c'est Moumène Khalifa qui lui a offert cette carte de gratuité et à qui il avait remis sa photo d'identité pour sa constitution. Des détails que nous épargnons aux lecteurs même si l'accusé lui-même a eu le réflexe de s'exclamer à la barre : «Mais monsieur le juge, que coûte une carte d'accès libre à la thalassothérapie devant des dépôts de plus de 10 milliards de centimes ?» Une réflexion qui,



Onzième jour du procès au tribunal de Blida.

faut-il le signaler, n'a pas manqué d'irriter Antar Menouar. L'assistance, quant à elle, était plutôt amusée.

L'ex-DG de l'unité des boissons d'El Harrach (BGA), Hamid Bourahla, était le second accusé à comparaître devant le juge. Il explique que le placement des 20 milliards de centimes chez Khalifa Bank a été effectué avant son installation à la tête de l'entreprise, en mars 2003. Néanmoins, il précise qu'il était directeur de l'exploitation et que les placements en question ont généré du bénéfice pour son unité. Un argent, précise-t-il, que l'entreprise a pu récupérer. Le juge s'intéresse encore une

fois à la fameuse carte de gratuité offrant accès libre au Centre de thalassothérapie. L'accusé affirme en avoir eu une, et qu'il l'avait utilisée environ vingt fois. A la grande satisfaction d'Antar Menouar, il ajoute que c'était le seul avantage dont il a bénéficié de Khalifa Bank.

L'ex-DG de l'Entreprise nationale de distribution des médicaments en détail, Saïd Si Ammour, était le troisième accusé à comparaître devant le juge. L'Endimed, qui était domiciliée chez le CPA, a ouvert dix comptes courants chez Khalifa Bank au moment où son chiffre d'affaires tournait autour de 1 000 milliards de centimes.

Il dira que cette décision a été prise après réunion du conseil d'administration en février 2002 et que lui-même était un peu contre cette option. «Je n'avais pas de raison pour le faire, puisque nous avions de bonnes relations avec le CPA surtout que son directeur était un ami à moi», ajoute-t-il, tout en précisant que les comptes courants ouverts chez Khalifa Bank servaient à faciliter les opérations commerciales avec les clients qu'y étaient domiciliés. Le juge veut encore savoir si celui-ci a bénéficié aussi d'une carte d'accès libre à la Thalassothérapie.

L'accusé répond par la négative. Pour rappel, au début du procès, le juge Antar Menouar s'est particulièrement intéressé à une soirée niçoise bien arrosée, organisée par Moumène Khalifa. Depuis ce samedi, il est plutôt porté sur les bains thérapeutiques au Centre de thalasso de Sidi-Fredj et qui a pu en bénéficier.

Enfin, il est à signaler que le procureur général a fait remarquer aux trois accusés que le rôle de leur entreprise était de produire, générer des emplois et réinvestir en cas de surplus de gains, plutôt que de procéder à des placements et attendre pour le bénéfice des intérêts bancaires offerts par Khalifa Bank. Des taux d'intérêts qui dépassaient les 11%, alors que ceux des banques publiques étaient autour de 5%. Le parquet s'est d'ailleurs interrogé comment ils ne se sont pas rendu compte de l'arnaque.

Les accusés ont tous répondu que la Banque Khalifa a été agréée par la Banque d'Algérie et que cette dernière devait être au courant des taux d'intérêts jadis appliqués.

M. M.

HABITAT PRÉCAIRE

Près de 2 300 familles seront
relogées aujourd'hui

La wilaya d'Alger poursuit son programme de relogement dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire. Aujourd'hui, près de 2 300 familles vont rejoindre de nouvelles habitations.

Plus de 20 331 familles ont bénéficié de logement social depuis le début de la première opération de relogement dans la capitale en juin 2014.

Le programme de l'éradication de l'habitat précaire a touché en moyenne plus de 122 000 personnes. C'est ce qu'a indiqué hier le wali d'Alger.

Abdelkader Zoukh a souligné lors d'un point de presse que cette nouvelle opération concernera 52 sites répartis sur 32 communes de la capitale dont dix seront touchées par le relogement pour la première fois. Les 2 300 familles, soit 13 300 personnes, concernées



Zoukh prévoit le relogement de 7 000 nouvelles familles.

par cette opération vont être relogées dans les douze sites d'accueil situés dans les communes de Dar-El-Beida, Bordj-El-Bahri, Baraki et Soudania.

La commune de Sidi M'hamed compte le plus grand nombre de familles à déménager avec 600 familles. «Nous

voulons éradiquer la plupart des points noirs qui défigurent la capitale», a souligné le wali d'Alger. Selon lui, la wilaya dispose d'un programme de 84 000 unités de logement destinées à l'éradication de l'habitat précaire pour un besoin total de près de 72 000

familles. Abdelkader Zoukh a indiqué que les services de son département ont reçu 5 272 recours dont 5 162 ont été traités. 284 recours ont eu une réponse favorable, 4 799 ont reçu un refus et le reste est en cours d'étude. Il y a aussi, poursuit le wali, 525 cas de fraude poursuivis en justice.

Les peines prononcées jusque-là contre ces fraudeurs oscillent entre deux mois de prison avec sursis à six mois de prison ferme et des amendes entre 20 et 50 000 dinars.

Abdelkader Zoukh prévoit le relogement d'environ 7 000 nouvelles familles occupant des caves, des terrasses, des bidonvilles et des bâtisses menaçant ruine avant le début du mois de Ramadhan. D'ici le mois de juin prochain, il y aura aussi le lancement de la première opération d'attribution des logements publics locatifs.

S. A.

Les médecins
résidents
renouent
avec la protesta

Le syndicat national des médecins résidents algériens a décidé, hier, à l'issue de la réunion nationale des délégués de spécialités, d'organiser, aujourd'hui à 13h, un sit-in national dans les différents CHU du pays (CHU Mustapha pour Alger).

Dans un communiqué parvenu à notre rédaction, ce syndicat a annoncé avoir déposé, hier, un préavis de grève de deux jours et ce, pour les 26 et 27 mai prochains.

«Le boycott des examens intercalaires en refusant l'arrêté 709» figure également dans les actions à entreprendre, selon la même source.

S. B.